

32^{ème} session du Comité de la Sécurité alimentaire mondiale de la FAO (CSA)
Alliance Internationale contre la faim : l'événement parallèle
« Les Alliances contre la faim aujourd'hui et demain »
Rome, 30 octobre 2006

Le 30 octobre 2006, dans la salle de l'Iran, 120 personnes ont participé à l'événement parallèle de l'Alliance internationale contre la faim (voir liste des participants en annexe 1). Présidé par M. Michel Thibier, Président du Comité de la Sécurité alimentaire mondiale, qui en assurait l'ouverture, l'initiative s'articulait en deux tables rondes.

La première table ronde a mis l'accent sur les « Les Alliances contre la faim aujourd'hui », par la présentation d'expériences d'Alliances nationales contre la faim travaillant sur des thèmes spécifiques de la lutte contre la faim. Des présentations ont été effectuées par le Brésil, le Burkina Faso, le Paraguay, la Sierra Leone et par l'Amérique du nord (expérience USA/Mexique).

La deuxième table ronde intitulée « Les Alliances contre la faim demain » a dessiné, dans le cadre des travaux futurs de l'Alliance internationale, la carte des défis et des opportunités. Les exposés d'Alliances nationales (France et Guatemala) et des agences internationales basées à Rome ont suscité plusieurs réactions de la part du public, enrichissant ainsi le débat.

Table ronde 1 : Alliances contre la faim d'aujourd'hui, réalisations et défis majeurs

Encourager le dialogue politique entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé au profit de la sécurité alimentaire

par **Renato Maluf**, conseiller spécial du *Conselho nacional de Segurança alimentar e nutricional* (CONSEA), Brésil

M. Maluf a donné un aperçu du programme *Fome zero*, qui s'occupe de la sécurité alimentaire nationale au sens large du terme. Il a mis l'accent sur le concept d'accès régulier et permanent à la nourriture et sur l'importance d'habitudes alimentaires saines, dans le respect des différences culturelles et de la durabilité socio-économique et environnementale. Il a insisté particulièrement sur l'approche participative concrètement mise en place par le CONSEA (Bureau de consultation sur les politiques relatives à l'alimentation et à la nutrition) présentant le processus comme un mécanisme de coordination permanente et de dialogue en matière de politique nationale et d'identification des priorités nationales pour le droit à la nourriture et la souveraineté alimentaire.

Institutionnellement le CONSEA est rattaché à la Présidence de la république. Le rôle du CONSEA a été essentiel quant à l'approbation récente de la loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle présentée au parlement brésilien. La loi offre une définition juridique stable du droit à l'alimentation et de la participation des partenaires multiples nécessaire à sa mise en vigueur.

Le CONSEA qui comprend 42 organisations de la société civile, 17 ministres, 14 observateurs (y compris la FAO) est présidée par un membre de la société civile, alors que le

secrétariat est assuré par le gouvernement. Le CONSEA, qui se réunit 8 fois par an, comprend 3 assemblées thématiques, 6 groupes permanents et d'autres groupes de travail ad hoc. Le CONSEA opère en tant qu'Alliance nationale contre la faim pour le Brésil.

L'approche participative touche tous les niveaux des Etats fédéraux et une consultation nationale prévue dans les mois prochains se conclura par la troisième conférence nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en mai 2007. Il a été souhaité qu'y participent des membres de l'Alliance internationale.

Rôle du plaidoyer dans le combat contre la faim et la pauvreté, par Etienne Poda,

Président de l'Alliance nationale contre la faim du Burkina Faso et **Ana Baiardi,**

Coordinatrice de l'Alliance nationale au Paraguay.

L'Alliance nationale contre la faim au Burkina Faso a été lancée le 9 octobre 2003 lors des célébrations de la Journée Mondiale de la Faim (JMA). L'Alliance comprend environ 20 organisations de la société civile aux réseaux de moyenne ou de grande envergure, des étudiants, des représentants des médias et des membres du secteur privé. L'Alliance nationale contre la faim est un organe indépendant qui collabore avec les institutions nationales et facilite le dialogue entre le gouvernement et la société civile. En 2006, sous le patronage du Président de l'Assemblée Nationale, des activités de sensibilisation ont été particulièrement utiles dans les domaines suivants : lobbying, mobilisation des décideurs politiques sur les thèmes de la faim et de la pauvreté, activités techniques et scientifiques. Au Burkina Faso, 40% de la population est mal nourrie. L'alliance nationale participe à la lutte contre la faim en encourageant la sensibilisation et la création d'espaces voués au dialogue national sur les décisions politiques. La stratégie adoptée est d'analyser la production agricole, la transformation des aliments et la situation alimentaire, afin de promouvoir et de coordonner les actions des principaux partenaires.

Concrètement, l'alliance participe à tous les ateliers nationaux liés à la sécurité alimentaire ainsi qu'à beaucoup d'événements régionaux et sous-régionaux. La Journée mondiale de l'alimentation en est un, incontournable pour ce qui a trait au lobbying et à la sensibilisation. Pour contribuer à l'élimination de la faim, des efforts sont déployés afin de soutenir le commerce éthique, respecter la production alimentaire locale et la souveraineté. A l'appui de plusieurs expériences, une attention particulière est accordée à la consommation locale. La consommation locale est source d'économie et assure une meilleure alimentation, tout en encourageant un développement durable dans un pays où 80% de la population est constituée d'agriculteurs. Lors de la dernière célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, le Ministre de l'élevage a approuvé les objectifs de l'alliance nationale visant à promouvoir la production dans le domaine de l'élevage à petite échelle et à soutenir un micro-projet. Le Ministre de l'agriculture et du développement rural a également promis d'accroître le budget agricole à 4-5% du budget national. La JMA 2007 sera l'occasion de vérifier les résultats de cet engagement. M. Poda a également mentionné la bonne collaboration entre l'Alliance internationale et le secrétariat du TeleFood qui a donné naissance à des micro-projets dont le développement est assuré par des membres de l'Alliance nationale.

Mme Ana Baiardi a rappelé la récente constitution de l'alliance nationale au Paraguay sous forme d'une Assemblée extraordinaire composée de 25 membres provenant du gouvernement, des organisations de la société civile et du secteur privé. Il a été pris acte du fait que la faim est un fléau majeur et que ce fléau ne connaît pas de frontières. La création de l'Alliance nationale s'est appuyée sur deux principales initiatives : (i) dans le domaine de l'éducation,

des activités ont été réalisées dans 37 écoles grâce au matériel fourni par le programme « Nourrir les esprits, combattre la faim ». Environ 1000 enfants ont bénéficié de ces activités qui ont pu compter sur le soutien du secteur privé ; (ii) Le concert TeleFood de septembre 2006 qui a rassemblé 35 000 spectateurs et qui a donné lieu à une récolte de fonds. Le succès de ces deux initiatives, dû aux efforts de la Première Dame du pays, Ambassadrice extraordinaire de bonne volonté de la FAO, et de maints autres acteurs, a donné naissance à une alliance nationale. La synergie efficace existant entre les divers programmes de plaidoyer de la FAO (JMA, TeleFood, Ambassadeurs de bonne volonté et secrétariat de l'Alliance Internationale contre la Faim) ont constitué la base de la création d'une alliance nationale pouvant compter sur l'appui du secteur privé.

Rôle des alliances nationales dans la reconstruction après guerre

par Francis Webber, coordinateur national de L'Alliance nationale contre la faim de la Sierra Leone

M. Webber a évoqué le contexte de la reconstruction après la guerre civile. Les efforts de l'Alliance consistent surtout à appuyer l'action de sensibilisation aux niveaux national et international pour réparer les dégâts causés à l'économie du pays et faciliter l'intégration des acteurs économiques. Des ressources sont nécessaires pour améliorer la situation des agriculteurs, des femmes et des petits commerces et en particulier des anciens combattants, afin de répondre aux besoins les plus pressants.. Selon lui, favoriser la prise de décision par les populations des secteurs affectés -y compris les services d'appui techniques- est une priorité. Il rappela qu'une famille de six personnes vit avec deux tasses de riz par jour. À l'heure actuelle, sur 5,2 millions d'hectares de terre arable, seulement 15 pour cent sont cultivés. Le thème choisi par le PAM cette année à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation «Investir dans l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire» est donc tout à fait de circonstance. L'Alliance a également mené à bien une campagne pour faire cesser le dumping de textiles importés et pour faire en sorte que les biens tels que l'eau ne soient pas privatisés car cela les rendrait inaccessibles à bien des gens. Des actions pour donner aux groupes les plus vulnérables les moyens d'agir contre la faim et la pauvreté sont nécessaires.

Jumelage et expériences de partenariat réussi avec le secteur privé

par Ricardo Bon-Echavarria, Vice-président du Réseau de banque alimentaire mondiale et membre de l'Alliance des États-Unis pour l'éradication de la faim

M. Bon-Echavarria a présenté l'expérience de jumelage de l'Amérique du Nord lancée par l'Alliance des États-Unis pour éradiquer la faim au Mexique, avec la participation du secteur privé. Il précisa que 18 millions de mexicains souffrent de la faim et de la malnutrition. D'autre part, quelque 17 millions de kilogrammes de produits frais sont gaspillés par l'industrie agro-alimentaire qui commercialise les produits frais. La banque alimentaire a joué le rôle de mécanisme de liaison entre le secteur privé et les communautés pauvres. En utilisant un modèle de loi en vigueur aux États-Unis («la loi du bon samaritain»), les dons d'aliments peuvent être exemptés d'impôts pour en réduire le prix et faire ainsi réaliser une économie de 2 pour cent. Afin d'éviter l'interdépendance, un plan d'élimination progressive triennal est en place, avec une composante éducation. Des programmes d'alimentation scolaire par le biais des banques alimentaires nourrissent quelque 1,5 million d'individus. Cette expérience réussie a été répétée dans d'autres pays et adaptée aux contextes nationaux. Le Réseau de banque alimentaire mondiale, membre de l'Alliance des États-Unis, soutient fermement les activités de l'Alliance des États-Unis à l'étranger.

Interventions de l'auditoire:

Question de M. Bruce White, (Service de secours catholique, chapitre de la Caritas) à M. Maluf, «Avec la nouvelle loi (sur le droit à la nourriture) à qui les gens devront-ils s'adresser s'ils n'ont pas de quoi manger?». M. Maluf rétorqua que les aspects statutaires de la loi étaient en cours d'examen par le ministère de la justice.

Haiti: Mme Danielle Avin, Coordinatrice nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle à `Haiti félicita M. Webber pour son intervention et insista sur le fait qu'une vaste coopération entre les différents partenaires dans leur lutte contre la faim était un facteur-clé pour la reconstruction après guerre. Elle souhaite que la Coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA) facilite le dialogue politique et mette en place une stratégie pour la sécurité alimentaire et la cartographie de la vulnérabilité à disposition du gouvernement et des OSC par le biais d'activités déterminées. Le CNSA comprend trois ministères pour orienter les politiques sociales, un organe technique qui joue le rôle de bras exécutif et un organisme représentant la société civile et le secteur privé. Le dialogue pour la sécurité alimentaire et l'effort de sensibilisation sont deux outils fondamentaux. Au cours des deux années écoulées, un observatoire pour la sécurité alimentaire a été mis en place avec les OSC et se charge de la gestion des organisations décentralisées. Le CNSA collabore en effet avec l'administration locale pour renforcer les liens entre les citoyens et les institutions locales. D'autres activités traitent des études de terrain et de la publication des documents qui sont fondamentales pour faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques de même que pour informer les partenaires impliqués à tous les niveaux.

France: Mme Dolores Larroque, responsable du développement durable à Sodexho, membre de de « Alliés contre la faim » s'est exprimée sur la participation du secteur privé. Selon elle Sodexho, qui compte des bureaux dans 76 pays, est tout à fait consciente du fléau de la faim à travers le monde. Parmi les activités de solidarité à l'actif de cette entreprise on peut citer la mobilisation volontaire de ses employés pour la fourniture d'aide alimentaire et de conseils techniques. Mme Laroque a mentionné l'exemple de l'intervention de Sodexho dans les Andes péruviennes où 1,2 million de repas ont été fournis aux personnes dans le besoin par le biais de 80 ONG. Elle encouragea les alliances nationales à tirer profit des opportunités offertes par ce programme.

Ghana: M. Amaoko Tuffuor, Conseiller spécial du Président de la République pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et coordinateur des OMD (parmi d'autres tâches importantes) a présenté le programme national d'alimentation scolaire visant à créer un cercle vertueux pour le développement. Il a mis l'accent sur l'impact positif qu'a eu le jumelage États-Unis-Ghana sur le soutien et l'amélioration du programme. Lancé en 2005 dans 10 écoles pilotes, le programme touche quelque 400 000 enfants en âge scolaire à travers le pays et engage les partenaires dans les différentes phases de sa mise en œuvre. La coopération bilatérale à l'origine impliquait le Réseau de banque alimentaire mondiale, et quelques membres de l'Alliance des États-Unis. Des semences et des repas scolaires additionnels étaient fournis et un système local de banque alimentaire était encouragé. En 2006, le programme d'alimentation scolaire a augmenté ses achats locaux; les fermiers régionaux sont maintenant incités à produire eux-mêmes les vivres vu qu'ils disposent dorénavant de marchés locaux. Ils utilisent des semences améliorées et d'autres procédés de traitement permettant une meilleure distribution des produits. Ces activités ont résulté d'une visite organisée par L »IAAH au Siège de la FAO à l'occasion de la Journée mondiale de

l'alimentation en 2005. Le jumelage a permis de renforcer le programme et de mobiliser des ressources pour assurer la viabilité de l'Alliance.

Partie II: Alliances contre la faim demain

Viabilité des Alliances nationales contre la faim

par **Luc Guyau**, membre du Comité exécutif d'Alliés contre la faim, France, et **Andrés Botrán**, Secrétaire du Secrétariat sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Guatemala

M. Luc Guyau s'est présenté en relatant son expérience de coordination des agriculteurs au sein de la Chambre d'agriculture. Il a expliqué que d'importants efforts ont été faits pour rassembler les différents acteurs du secteur agricole. Sur la base de sa longue expérience il suggéra trois principes fondamentaux pour les années à venir: a) les alliances nationales ne doivent pas être considérées comme des «structures nouvelles ou additionnelles»; elles sont seulement des outils pour faciliter la tâche; b) les alliances ne sont pas créées pour animer des causeries mais pour faire quelque chose de concret comme par exemple organiser des événements pour appuyer l'effort de sensibilisation, le partage des méthodologies et d'autres moyens de travailler plus efficacement; c) elles doivent encourager la solidarité parmi les acteurs d'origines et d'intérêts divers partageant néanmoins l'objectif commun de réduire la faim et la pauvreté. Les Media sont un partenaire clef. Aussi les alliances nationales devraient elles collaborer avec les experts en moyens de communication de masse en vue de stimuler l'intérêt pour les questions de développement et d'influencer les décideurs.

Les alliances nationales peuvent aussi jouer un rôle promotionnel de grande utilité en servant de points de contact pour le partage des informations, la surveillance des progrès dans la lutte contre la faim et la coordination des activités.

M. Andrés Botrán, évoqua le Secrétariat sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SESAN) au Guatemala et rappela le long processus pour aboutir à un cadre juridique national en matière de sécurité alimentaire. Le conflit dont a souffert le Guatemala a démontré que de grands efforts sont nécessaires pour atteindre les gens à travers leurs communautés. Il mentionna l'importance des C en espagnol. Le premier C est «Conocimiento» (connaissance): besoin de se connaître réciproquement, de savoir ce qui se passe et de savoir qui sont les animateurs. Lorsque les gens se connaissent mutuellement il faut passer au stade suivant, la promotion: Communication entre les acteurs. Il faut encourager le dialogue pour connaître les initiatives qui ont lieu et les intérêts de chaque membre. Le troisième C est «Confianza» (Confiance) de tous les acteurs du système de manière à aller de l'avant. Lorsque la confiance est établie, des engagements peuvent être pris pour définir qui fera quoi. Lorsque les engagements sont exécutés de manière interinstitutionnelle, la cohésion est achevée et une meilleure coordination et un meilleur travail d'équipe en sont les principaux résultats. Il poursuivit en déclarant qu'il fallait mobiliser une plus vaste base sociale de manière à ce que chacun fasse partie du même mécanisme afin de créer la confiance et de soutenir la durabilité. Les OSC et le secteur privé se sont alliés au gouvernement pour tenter de résoudre le problème de la faim et de la pauvreté dans le pays. Il fit l'éloge de l'expérience des banques alimentaires au Mexique et mentionna leur propre expérience, impliquant de la même manière le secteur privé et la société civile avec les autorités nationales et locales.

Synergies entre partenaires internationaux pour garantir la durabilité des alliances nationales contre la faim: interventions de la FAO, du FIDA, du PAM, de Bioversity International (autrefois IPGRI)

FAO: M. Hervé Lejeune, Sous- Directeur Général adjoint, Bureau du suivi du Sommet mondial de l'alimentation et des Alliances. a remercié ses collègues des agences basées à Rome et rappelé que ces dernières sont des partenaires dynamiques au sein de l'IAAH. Il fit remarquer que les alliances fournissent une plate-forme de dialogue et l'espace nécessaire pour entreprendre des actions concrètes de concert entre gouvernements, organisations de la société civile et secteur privé. Le Secrétariat devrait jouer un rôle dans la mobilisation de ressources dans la mesure où des projets valides sont soumis. Durant sa période de lancement de trois ans, une grande diversité de situations et d'expériences ont vu le jour, et devraient permettre d'établir la cartographie des futures activités, en tenant compte du fait que les alliances nationales des pays développés devraient être encouragées à jouer le rôle qui est le leur, celui de renforcer les capacités et l'influence des alliances des pays en développement. Il appella les participants à consolider leurs engagements et à entreprendre de nouveaux jumelages et/ou arrangements bilatéraux.

FIDA: Mme Farhana Haque Rahman, Chef, relations avec les médias, événements spéciaux et programmes a reconnu l'importance des communications, particulièrement à travers le site Internet de l'IAAH, vu comme un outil de coordination et de partage des informations. Elle a rappelé que le FIDA s'était investi dans la création d'une alliance régionale en ayant recours aux outils d'évaluation locaux. Elle précisa qu'à l'avenir, là où le FIDA est représenté par ses projets, des efforts seront faits pour établir des liens avec les alliances nationales, dans un esprit de partenariat et pour atteindre le premier OMD, à savoir réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. Elle déclara que l'IAAH gagnerait à avoir une structure plus solide et des ressources additionnelles afin d'être en mesure d'établir un dialogue efficace et soutenu pour dans le domaine du plaidoyer comme d'autres initiatives corollaires.

PAM: M. Allan Jury, Directeur, Division des relations extérieures, a réaffirmé les engagements du PAM pour soutenir l'IAAH par le biais d'un travail commun avec les autres Agences. Il a évoqué les contributions du PAM durant les trois dernières années, plus particulièrement la rédaction du document de stratégie, l'appui au travail du Secrétariat ainsi que le financement d'un consultant pendant une année. Il a rappelé que le PAM, par le biais de ses bureaux de terrain et des collègues au Siège a activement soutenu la mise en œuvre du site Internet de l'IAAH et les activités de communication. Selon lui, la voie à suivre dans l'avenir consisterait à renforcer les capacités des nouvelles alliances nationales. Aussi le PAM a encouragé ses Directeurs au niveau des pays à travailler avec les alliances nationales. L'expérience menée en Jordanie illustre ce type de collaboration. Les programmes d'alimentation scolaire, les banques alimentaires et la campagne « Walk the World » s'harmonisent bien avec les activités des alliances nationales. Pour conclure Mr. Jury mentionna les trois piliers de l'action de l'IAAH dans le futur, à savoir: le plaidoyer, l'action et la responsabilisation (les trois A en anglais: Advocacy, Action et Accountability).

Bioversity International (autrefois IPGRI): Dr Emile Frison, Directeur général de Bioversity International expliqua que les témoignages observés aujourd'hui sont prometteurs pour le futur. Parmi les défis que les alliances nationales devront s'efforcer de relever il faut mentionner la question de la qualité de la nourriture et pas seulement de sa quantité. Le droit à une nourriture de bonne qualité devra s'appliquer à toutes les questions en rapport avec la

nutrition, l'environnement durable et l'adaptation culturelle. La production de produits alimentaires traditionnels et culturellement adaptés devra être diversifiée pour accroître la productivité. Il faut des producteurs responsables et conscients de ce fait pour être en mesure de bénéficier des innovations scientifiques. Il précisa que les maladies non transmissibles telles que le diabète, les infections cardiovasculaires, les cancers et l'obésité sont en augmentation croissante parmi les populations pauvres des pays en développement en raison des restrictions alimentaires. Il faut agir dès maintenant si l'on veut éviter de très sérieux problèmes de santé publique dans les années à venir. Mr. Frison fit l'éloge de l'expérience ghanéenne qui a incité les agriculteurs à cultiver des produits locaux.

Interventions de l'auditoire:

Nicaragua: Mme Lorena Zamora, membre de l'alliance contre la faim au Nicaragua décrit l'appui de leur alliance nationale aux programmes scolaires (programmes d'alimentation scolaire et éducationnels) comme une des principales stratégies de développement dans la lutte contre la faim et la pauvreté, dues en partie au manque d'éducation. Le système éducationnel au Nicaragua a besoin d'un changement radical; les étudiants sont pleinement conscients de l'importance de l'éducation et sont très actifs. La création d'entreprises est encouragée afin que le salariat ne soit plus considéré comme unique moyen de développement personnel. Pour ce qui est des programmes, les activités de production vivrière génératrices de richesses et qui améliorent la nutrition sont encouragées. À noter également l'importance de l'alimentation scolaire, surtout lorsqu'elle est adaptée à des groupes cibles. L'existence de synergies entre le secteur privé et les agences des NU ont été également mentionnées.

Gambie: M. Alhagie Kebbeh, Secrétaire de l'Alliance nationale gambienne contre la faim, la malnutrition et le VIH/SIDA, s'adressant aussi au nom de la Coalition de la jeunesse africaine contre la faim, souligna la participation des jeunes à la lutte contre la faim, lesquels peuvent contribuer très utilement aux efforts visant à accroître la production vivrière. Les alliances nationales ont besoin d'aide et d'un cadre institutionnel efficace capable d'assurer la coordination et de contribuer à la mobilisation des ressources de même que de faciliter l'échange d'expériences et des pratiques optimales.

Jordanie: M. Ibrahim Abu Atileh, Secrétaire général adjoint, Ministère de l'Agriculture, déclara que l'Alliance nationale jordanienne, a vu le jour en 2004, sous le patronage royal, pour assurer le juste contrôle de la sécurité alimentaire. Cette alliance dispose d'un comité directeur chargé des politiques; un programme global en Jordanie; un comité exécutif pour sa mise en œuvre; et un programme d'activités qui comprend: assistance aux familles pauvres, renforcement des capacités et distribution de vivres. Un jumelage avec l'Alliance des États-Unis pourrait se révéler utile. Le défi consiste à arriver jusqu'aux affamés eux-mêmes. Le Gouvernement peut jouer le rôle d'intermédiaire pour faciliter cette tâche mais les communautés doivent en être responsables. L'Alliance Nationales devra inciter les pays voisins à en créer de similaires pour favoriser un effet multiplicateur.

France: M. Jacques Godfrain, Président d'Alliés contre la faim, salua la création des alliances nationales dans leurs différents stades de développement, telle que fort bien reflétée dans le rapport de l'IAAH au CSA. Il mentionna l'importance du partenariat développé entre le gouvernement, les OSC et le secteur privé pour lutter contre la faim et exprima le souhait que les partenaires de l'IAAH s'engagent dans des activités concrètes et très utiles et non dans des polémiques. Il souligna ensuite l'importance des activités de communication et

donna la parole à son collègue M. Olivier Zegna-Rata, Directeur des relations extérieures de « Canal Plus ». Ce dernier expliqua comment les médias français s'étaient mobilisés pour promouvoir les actions de sensibilisation, par le biais de séminaires avec des professionnels de la communication et en s'adressant aux jeunes des lycées agricoles.

Mozambique: M. Amadé Suca, du Centre de coopération pour le développement fit part de son expérience qui consiste à regrouper les agriculteurs, les commerçants et les écologistes dans le réseau d'ébauche de stratégie du pays dénommé ROSA (Rede de ONG's/Associações em Serviço da Agricultura e Segurança Alimentar) qui fait partie du Réseau international de sécurité alimentaire aidé au niveau international par Action Aid International. M. Suca souligna l'importance d'associer les réseaux déjà existants ayant des attributions similaires de manière à les renforcer mutuellement et à consolider les synergies au niveau du terrain sur des questions telles que l'utilisation des terres et la biodiversité. Il mentionna également l'importance de soutenir un dialogue avec le Gouvernement.

États-Unis: M. David Beckman, Président de l'Alliance des États-Unis contre la faim félicita les alliances nationales et les agences basées à Rome pour les efforts qu'elles ont accomplis en dépit des restrictions budgétaires. Il suggéra que la voie à suivre porte sur l'identification et le soutien des actions innovatrices, le plaidoyer en faveur de politiques de changement et convienne de moyens concrets pour demeurer en contact.

Le Président: remercia les intervenants de leurs nombreuses et précieuses contributions et procéda à la synthèse des discussions comme suit :

- Les alliances nationales sont très diverses compte tenu de leurs particularités. Certaines sont confrontées à des situations complexes et ardues mais leurs points forts résident dans leur flexibilité et leur enthousiasme. Aussi ont-elles leur place dans la lutte contre la faim.
- L'avantage comparatif des alliances nationales tient du fait qu'elles regroupent le secteur public, les organisations de la société civile et le secteur privé. Les synergies et complémentarités entre ces différentes composantes permettent la mobilité, des communications de meilleure qualité, dynamisme et esprit d'entreprise ainsi que le développement des compétences.
- Les Agences des Nations-Unies basées à Rome ont le privilège de pouvoir encourager et guider la croissance de telles alliances nationales et leur permettre d'améliorer leur réseau de communications ainsi que l'apprentissage et le partage d'expériences. Une telle manière de « travailler ensemble » ne devrait pas se limiter au Siège des différentes Organisations mais être étendu - dans la mesure du possible - aux bureaux dans les pays.
- L'éventualité d'organiser des événements similaires pour permettre aux alliances de se rencontrer à l'occasion des futures réunions du CSA devrait être examinée.

Liste des participants
Évènement parallèle AICF/ANCF
«Alliances contre la faim, aujourd'hui et demain»

Trente deuxième Session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
30 octobre 2006, Salle de l'Iran, 17h00-19h00

Brazil, Conselho Nacional de Seguranca Alimentar e Nutricional	Mr Renato Maluf Asesor especial CONSEA Brasilia Email: renato.maluf@terra.com.br
Burkina Faso National Alliance	M. Etienne Poda Président de l' Alliance nationale 09 BP 1139 Ouagadougou 09, Burkina Faso Cell: +226-76621623; +226-70112592 Courriel: poda_etienne@yahoo.fr
Caritas Internationalis	Ms Patricia Wohrab
France, Alliés contre la faim	M. Jacques Godfrain Président Alliés contre la faim Courriel: affao@cirad.fr
	M. Luc Guyau Vice-Président du CES/ Président APCA
	Mme Dolores Larroque Développement durable Sodexho
	M. Dominique Héron Direction Veolia Environnement
	M. Marcel Mazoyer Vice-Président Alliés contre la faim

	M. Olivier Zegna-Rata Directeur Relations internationales Canal+
Gambia National Alliance Against Hunger, Malnutrition and HIV/AIDS	Mr Alhagie Kebbeh National Secretary National Association for Food Security (NAYAFS) Banjul Email: nayafs@ganet.gm ; najafs@hotmail.com ; alhagiekebbeh@hotmail.com
Ghana, National Alliance Against Hunger	Mr Amoako Tuffuor Special Adviser to the President of the Republic Office of the President Accra Tel: (233)-21-688452 Email: dratuffuor@yahoo.com
Guatemala, Secretariat de Seguridad Alimentaria y Nutricional	Sr. Andrés Botrán Secretario de Seguridad Alimentaria y Nutricional (SESAN) Ciudad de Guatemala Tel: (502) 52045002 Email: abotran@yahoo.com
Haiti Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA)	Mme Danielle Avin Coordinatrice Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) Petion-Ville Tel: (509) 2573055; 2572633 Email: davin.adrien@hotmail.com ; davin@cnsahaiti.org
Jordanian National Alliance Against Hunger	Mr Ibrahim Abuatleh Assistant Secretary-General Ministry of Agriculture Amman
Mouvement International de la Jeunesse Agricole et Rurale Catholique (Mijarc)	Mr George Dixon Fernandez International President Rue J. Coosemans 53 B-1030 Brussels, Belgium

Nicaragua Alianza Nacional Contra el Hambre	Sra. Lorena Zamora-Rivas-Aia Punto Focal ANCH Managua Email: lorena@ibw.com.ni
Paraguay, Alianza Nacional Contra el Hambre	Sra. Ana Baiardi Coordinadora de la Alianza Nacional en Paraguay Asunción Tel: +39 0666512891 abaiardi@primeradama.gov.py
Sierra Leone Alliance Against Hunger	Mr Francis Webber National Coordinator Sierra Leone Alliance Against Hunger Freetown Tel: +232-233760 Email: slaahunger@yahoo.com
Soroptimist International	Ms Else Larsen Representative at FAO
Switzerland, Swiss Alliance Against Hunger	Ms Wendy Peter Deputy Chairperson Working Party on Women in Rural Development Member of the SAAH Email: w.peter@abix.ch
	Ms Rosmarie Bär SouthAlliance member of SAAH Email: rbaer@swisscoalition.ch
UNICEF Innocenti Research Centre	Mr Salvador Herencia Chief of Communication and Partnership Unit Florence Email: sherencia@unicef.org
US Alliance to End Hunger	Mr David Beckmann President US Alliance to End Hunger President, Bread for the World Washington D.C. Email: dbeckmann@bread.org

	<p>Mr Max Finberg Director US Alliance to End Hunger 50 F Street, NW #500 Washington, DC 20001, USA Tel: +1 (202) 6399400 x178 Email: mfinberg@alliancetoendhunger.org</p>
	<p>Mr Rob Johnson Senior Vice-President Cargill Inc.</p>
	<p>Mr Bruce White Policy Advisor for Food Security and Hunger Catholic Relief Services</p>
	<p>Mr Thoric Cederstrom Vice-President Counterpart International</p>
	<p>Mr Julie Howard Director Partnership to Cut Hunger and Poverty in Africa</p>
	<p>Mr Ray Buchanan President Stop Hunger Now</p>
	<p>Mr David Lambert Principal Lambert and Associates</p>
	<p>Mr Bob Forney President and CEO Global FoodBanking Network</p>
	<p>Mr Maurice Weaver Vive-President Global FoodBanking Network</p>
	<p>Mr Ricardo Bon Echavarria Vice Chair Global FoodBanking Network Mexico</p>
	<p>Mr Manjit Misrah Professor Iowa State University</p>

World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGGS)	Ms Alessandra Silvi Rome Email: alice.gaia@tiscali.it
World Conference of Religions for Peace	Mrs Adalberto Bernardini Representative to FAO Rome Email: aberna@tin.it
	Mr Armando Bernardini Deputy Representative to FAO Rome Email: abernardini@yahoo.com
World Organization of the Scout Movement	Mr Paolo Rozera Representative to FAO Email: p.rozera@unicef.it
Rome-based food organizations:	
Bioversity International	Mr Emile Frison Director-General Maccarese – Fiumicino Italy Email: e.frison@cgiar.org
IFAD	Mrs Farhana Haque Rahman Chief Media Relations, Special Events and Programmes Rome Email: f.haquerahman@ifad.org
World Food Programme	Mr Allan Jury Director External Relations Division Rome Email: Allan.Jury@wfp.org
	Mrs Lubna Alaman Chief Interagency Affairs Rome Email: Lubna.Alaman@wfp.org
	Ms Katarina Gola Email: katharina.gola@wfp.org

FAO	Mr Hervé Lejeune Assistant Director-General/Special Adviser to the Director-General for World Food Summit Follow-up Email: Herve.Lejeune@fao.org
	Mrs Lamia Tabet-Nême Senior Liaison Officer Office of WFS Follow-up and Alliances Email: Lamia.TabetNeme@fao.org
	Ms Anna Rappazzo IAAH Consultant Office of WFS Follow-up and Alliances Email: Anna.Rappazzo@fao.org
	Mrs Denise Martinez Consultant IAAH Website Contents Manager Office of WFS Follow-up and Alliances Email: Denise.Martinez@fao.org